

DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE À LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

LA RECHERCHE DANS LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

DES ÉCOLES EN MUTATION

Le rapport Parent,
50 ans plus tard

La fin des crayons
et des stylos

L'ordinateur, un allié dans
la réussite scolaire?

Image de la vie
quotidienne au
Collège de l'Horizon,
à Trois-Rivières.
Le plaisir d'apprendre
n'est pas démodé.

Éditorial

Faculté d'adaptation

Jeté dans le creuset du Rapport Parent, le système éducatif québécois en ressortait véritablement transmué. C'était en 1963. L'institution scolaire, alors conservatrice, confessionnelle et élitiste, devenait progressiste, laïque, ouverte à tous et à tous les savoirs.

Une révolution pas du tout tranquille !

Un demi-siècle plus tard, l'école québécoise ressemble à un fantastique laboratoire. Elle s'adapte sans cesse en tenant compte des nouvelles données en neurosciences, tout comme en psychopédagogie ou en sociologie. Sous la loupe de plusieurs dizaines de chercheurs du réseau de l'Université du Québec : les méthodes d'enseignement, les nouvelles technologies, les troubles d'apprentissage, le décrochage, les chocs culturels, la motivation des jeunes à s'instruire, etc.

On cherche, on trouve, on soupèse, on reconsidère tous azimuts. Or, les questions (à plusieurs milliards de dollars par année) demeurent, fondamentales et suprêmes. Quelle finalité donnerons-nous à l'école? Comment voulons-nous former les prochaines générations d'élèves?

C'est que la réponse définit aussi le genre de société que nous voulons. Alphonse-Marie Parent l'avait bien compris, il y a 50 ans !

La rédaction

«L'école n'est pas d'abord un lieu où règnent des administrateurs et des enseignants; c'est un lieu mis à la disposition de l'enfant pour qu'il y travaille à son apprentissage intellectuel et humain; l'école est l'atelier de cet apprentissage. Maîtres et orienteurs guident cet apprenti vers les instruments et outils intellectuels – cours, laboratoires, livres, principes de base, notions, connaissances – qui favorisent cette évolution si intense, si active, si difficile parfois vers la maturité.»

Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, vol. 3

Ce dossier est inséré dans le numéro de novembre 2013 du magazine *Québec Science*. Il a été financé par l'Université du Québec et produit par le magazine *Québec Science*.

Sommaire

Comité éditorial :

Rose-Aline LeBlanc (UQAM)
Lucie Boissonneault (UQTR)
Claude Gilbert (UQAC)
Frédéric Deschenaux (UQAR)
Jean Boileau (UQO)
Maryse Delisle (UQAT)
Josée Charest (INRS)
Philippe-Edwin Bélanger (INRS)
André Bourret (ENAP)
Claude Bédard (ÉTS)
Éric Lamiot (TÉLUQ)
Valérie Reuillard (UQ)
David-H. Mercier (UQ)
Raymond Lemieux (Québec Science)

Coordination :

Raymond Lemieux et
Valérie Reuillard

Rédaction :

Raymond Lemieux

Graphisme :

François Émond

Révision : Hélène Matteau

Correction-révision :

Luc Asselin

Bibliothèque nationale du Canada :

ISSN-0021-6127

PAGE COUVERTURE : JEAN-FRANÇOIS LEBLANC



3 LES ENFANTS D'UNE RÉVOLUTION

L'école québécoise a été le témoin d'intenses soubresauts depuis 50 ans. Et ce n'est probablement pas fini. De quoi être nostalgique ?

4 L'ÉDUCATION, FLEURON DU QUÉBEC MODERNE

Quelques repères pour s'y retrouver.

7 UN CHOC CULTUREL

Le phénomène a longtemps été négligé : l'arrivée, dans le monde du haut savoir, de jeunes dont les parents n'ont jamais fréquenté le cégep ou l'université.

8 GÉNÉRATION NUMÉRIQUE

L'école arrivera-t-elle à s'adapter aux enfants nés avec les nouvelles technologies ?

10 RENOUVEAU PÉDAGOGIQUE 2.0

Les troubles d'apprentissage ont pris une ampleur sans précédent au Québec. Mais les technologies informatiques pourraient être d'un grand soutien pour les surmonter. Démonstration.

12 LE RETOUR DE L'ÉCOLE DE RANG ?

Les chercheurs voient maintenant des avantages à composer des classes avec des enfants d'âges différents.

LES ENFANTS D'UNE RÉVOLUTION

L'école québécoise a été le témoin d'intenses soubresauts depuis 50 ans. Et ce n'est probablement pas fini. De quoi être nostalgique ?

Un dossier réalisé par Raymond Lemieux



KEYSTONE VIEW/FPG/ISTOCKPHOTO

Les cahiers sentaient le papier frais, les consignes polycopiées à l'alcool dégageaient des odeurs suaves, les jeunes étaient tous sur leur trente-six, bien propres et bien mis. Le matin du 7 septembre 1965, plus d'un million et demi d'enfants ont pris le chemin de l'école. Une grande journée; la rentrée la plus importante de l'histoire du Québec! Et c'est ainsi que nous avons mis les deux pieds dans la Révolution tranquille.

Cinquante ans plus tard, que reste-t-il de cette fébrilité? «Tout!» répond **Julien Prud'homme**, historien en éducation, chercheur au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) et professeur associé à l'Université du Québec à Montréal. «On a tendance à critiquer les initiatives prises à ce moment-là, dit-il, mais on oublie les grands principes qui les accompagnaient – comme celui d'offrir à tous une éducation gratuite – et qui ont fait voler en éclats le modèle scolaire de jadis pour transformer le Québec à tout jamais.»

Ce n'était pas un luxe. Au tout début des années

1960, à peine 63% des élèves «canadiens-français» terminaient leur septième année. Le décrochage dans toute sa misère! Et que dire du système d'éducation constitué de 1 500 commissions scolaires qui évaluaient la qualité de leurs manuels et géraient leur programme chacune à sa façon, et de manière bien différente selon qu'on se trouvait à Gaspé ou à Valleyfield? «C'était quoi, un niveau d'éducation convenable? On n'en avait aucune idée! rappelle Julien Prud'homme. Il n'y avait aucune normalisation. La qualité de l'enseignement pouvait varier d'une école à l'autre.»

Le gouvernement du premier ministre Jean Lesage met alors sur pied une commission royale, présidée par monseigneur Alphonse-Marie Parent, pour examiner ce qui cloche dans le monde scolaire. Elle va siéger de 1961 à 1965. «Cela a permis l'ouverture d'un premier vrai débat public, soutient Julien Prud'homme. Plus que la question nationale ou linguistique, c'est la démocratisation de l'éducation qui a été le pivot de la Révolution tranquille.» De fait, le groupe d'experts produit un rapport qui va tout changer. En moins de temps qu'il n'en faut pour suivre un cours d'économie

C'est la démocratisation de l'éducation qui a été le pivot de la Révolution tranquille.

familiale, Québec adopte des lois qui conduisent notamment à la création d'un ministère de l'Éducation, à la mise en place d'un réseau de collèges et d'universités, et à l'obligation pour les enfants de poursuivre leurs études jusqu'à l'âge de 16 ans.

Le taux de scolarisation fait un bond spectaculaire. Et l'onde de choc en faveur de l'école se répercute durablement jusqu'aux niveaux postsecondaires. Le réseau collégial qui, en 1968, à sa première année d'existence, attire près de 36 000 étudiants, en accueillera 160 000, 35 ans plus tard. Une augmentation de 446%! De même, le réseau universitaire québécois compte maintenant 187 000 aspirants bacheliers, maîtres ou docteurs, comparativement à 64 000 quand les Beatles chantaient *Back in the USSR*. Aujourd'hui, au Québec, c'est la tranche de population la plus jeune qui est la plus scolarisée. Plus de 20% des 25 à 44 ans détiennent un diplôme d'études collégiales et 39% des autres ont au moins un baccalauréat, selon le dernier recensement national.

Cela dit, les étudiants ont bien changé. Les rentrées scolaires ont perdu de leur panache et les enseignants se soucient moins de la tenue vestimentaire de leurs élèves que de leurs éventuels troubles de comportement. «Aujourd'hui, on a tendance à dresser des constats bien alarmistes quand on regarde l'école sous la loupe du décrochage ou de l'échec scolaire,



constate Julien Prud'homme. Bien que ce soit là des préoccupations légitimes, il est facile d'en parler à travers son chapeau. Du décrochage? On devrait plutôt parler d'une stagnation de la réussite au secondaire!»

Pour **Thérèse Bouffard**, professeure de psychologie à l'UQAM, c'est à tous les niveaux scolaires que ce malaise étudiant peut être constaté. «Le plaisir d'être aux études, j'ai l'impression que c'est en train de se perdre, dit-elle. Et c'est aux niveaux collégial et universitaire que c'est surtout flagrant. Alors que les études pourraient représenter une des plus belles périodes de leur vie, les étudiants d'aujourd'hui relèquent la porte de sortie dès qu'ils entreprennent leur trimestre. En fait, ils n'ont plus du tout le même profil qu'il y a 50 ans. Ils sont aussi

REPÈRES

L'ÉDUCATION, FLEURON DU QUÉBEC MODERNE

Pendant presque 350 ans, l'école sera au Québec l'apanage exclusif du clergé. Au point que toutes les réformes tentées pour inscrire l'enseignement dans une dynamique inspirée des Lumières seront sabotées. En 1869, le gouvernement du Québec crée un premier ministère de l'Instruction publique. L'Église s'y oppose avec vigueur. Même le Vatican s'en mêle, de sorte que le Ministère sera aboli sept ans plus tard et qu'il faudra attendre jusqu'après la guerre de 1939-1945 pour oser penser à nouveau une école publique accessible à tous. À partir de là, tout change.

1953

De l'argent pour s'instruire.

La commission Tremblay, formée par le gouvernement de Maurice Duplessis, se penche sur le déséquilibre fiscal fédéral-provincial. Conclusion : il faut élargir les pouvoirs du parlement québécois pour qu'il puisse prélever plus d'impôts. Mais - surprise ! - on y fait aussi état d'écoles, de culture, de santé. À noter, des 240 mémoires déposés, 140 portent sur la modernisation de l'éducation.

1954 Un bac dans les Cantons.

Une première université en dehors de Québec et Montréal est créée. Elle s'établit à Sherbrooke.

1960 Une charte!

Une Charte de l'éducation est adoptée par le gouvernement libéral, nouvellement élu. Elle suggère d'imposer l'école obligatoire jusqu'à 16 ans

(plutôt qu'à 14 ans comme c'était le cas) et propose qu'elle soit gratuite. Et les commissions scolaires sont toutes invitées à développer un enseignement de niveau secondaire. Mais ce ne sont là que des suggestions.

1961 Cap sur le futur.

Création de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement. Elle sera menée par monseigneur Alphonse-Marie Parent.

1963 Eaux troubles.

Mon « animal », mon « abre », les « pasghetti », l'« hotipal »... La dyslexie - mais aussi l'attention, la mémoire, le raisonnement - commence à préoccuper les chercheurs qui conviennent de la définir comme un « trouble d'apprentissage ». L'expression vient d'être inventée par le docteur Samuel Kirk (à ne pas confondre avec le capitaine de *Star Trek*): « Un trouble d'apprentissage est essentiellement un dysfonctionnement du système nerveux central chez une personne d'intelligence moyenne ou





JEAN-FRANÇOIS LEBLANC

parents, ils doivent penser à travailler, d'autant plus qu'ils savent qu'ils accumuleront des dettes. Ça n'a rien de facile. C'est la vision d'une éducation utilitariste qui a pris le dessus sur l'acquisition de connaissances. »

« Les valeurs véhiculées par le monde de l'éducation dans les années 1980 ont basculé, reconnaît **Jean Bernatchez**, politologue et professeur titulaire d'administration et politique scolaires à l'Université du Québec à Rimouski. Cela coïncide à mes yeux avec le passage des idées associées à une sorte de république des sciences – des idées fondées sur des programmes favorisant l'acquisition des connaissances – aux idées liées à une économie du savoir. C'est ce qui a entraîné la création de multiples programmes de formations en

tout genre. Ce n'est pas indépendant du courant néolibéral qui traversait les pays industrialisés dans ces années-là et qui poussait à l'élaboration de programmes utiles, directement arrimés aux besoins du marché du travail.

« Les institutions se retrouvent ainsi à administrer dans le court terme, poursuit Jean Bernatchez. C'est dommage, car s'il y a un lieu, dans notre société, où des réflexions originales et novatrices peuvent se développer, c'est bien dans le monde du haut savoir. »

Un mauvais tournant? En tout cas, l'adéquation marché du travail et formation universitaire a du plomb dans l'aile. On traverse maintenant une sorte de crise de confiance qui touche la valeur des diplômes aux yeux des employeurs, constate **Mircea Vultur**, sociologue et professeur-chercheur à l'INRS Urbanisation Culture Société et membre de l'Observatoire Jeunes et Société: « Si les institutions d'enseignement se placent dans une perspective de marketing afin d'attirer les jeunes, on présume qu'elles pourraient montrer plus de laxisme dans la notation et dans la diplomation. »

Et si ce n'était que ça! « L'hétérogénéité des formations, dans les établissements, est difficile à suivre pour les employeurs, estime le sociologue. Certes, le nombre d'emplois qui exigent une qualification assortie d'un diplôme universitaire a augmenté de 46% entre 1999 et 2012. Mais le nombre de diplômés, tous cycles confondus, a bondi de 107% pendant la même période. On surestime maintenant le niveau de diplomation nécessaire pour occuper un emploi et, ce faisant, la valeur des diplômés a diminué en tant que porteurs de compétences. Pour l'employeur, le diplôme est nécessaire, mais pas suffisant. »

Cela génère une situation pour le moins ambiguë. « Quand on demande aux employeurs ce qu'ils attendent des jeunes, c'est

Une baisse d'intérêt

Une réussite, l'éducation? Soit. Mais elle compte de moins en moins aux yeux de la population. En 1966, selon un sondage CROP de l'époque, 41% des Québécois estimaient que c'était là l'activité à laquelle le gouvernement du Québec devait accorder le plus d'importance. Près de 35 ans plus tard, cette proportion avait fondu pour se situer à 5%. C'est la santé qui est maintenant prioritaire aux yeux de 52% de la population. Normal, dans une société vieillissante?

Il y a plus troublant. Le Québec semble accorder moins de valeur à l'éducation que le reste du Canada, rapportait un sondage d'Ipsos Reid de 2003. Pas plus de 53% des Québécois considèrent comme important d'acquérir les habiletés permettant de fréquenter un collège ou une université, contre 83% des répondants dans le reste du Canada. Nécessaire de savoir lire, écrire et compter? Au Québec, 81% des répondants estiment que oui; dans le reste du Canada, c'est 94%.



supérieure à la moyenne. »

L'Association québécoise des troubles d'apprentissage estime aujourd'hui à 10% le nombre d'élèves ayant de telles difficultés.

1963 L'éducation, pour quoi faire? Trois mois après le dépôt du premier des volumes de la commission Parent, le projet de loi 60 est déposé à l'Assemblée législative (ça ne s'appelle pas encore l'Assemblée nationale). Le projet propose la création du ministère de l'Éducation. Il faudra presque un an de débats avant que cela ne se concrétise. C'est Paul-Gérin Lajoie qui, le premier, occupera la fonction de ministre. La commission Parent n'a pourtant pas terminé ses travaux.

Décapant

Jean-Paul Desbiens signe en 1960 un pamphlet intitulé *Les insolences du frère Untel*. Le petit ouvrage de 150 pages se vend à plus de 100 000 exemplaires! Un véritable brûlot qui s'avérera l'un des déclencheurs de la réforme scolaire. Dès le chapitre 2, Desbiens écrit: « Quand on mit le Département [de l'Instruction publique, NDLR] sur pied, il y a environ un siècle, on voulait principalement éviter deux périls: la protestantisation (qu'on me passe ce mot; il est pesant, mais il est clair) et l'anglicisation. Rien à redire à cela: c'était vaillant et légitime. C'était quand même équivoque. On n'avait pas un but à atteindre; on avait un précipice à éviter. On savait où ne pas aller; on n'avait pas clairement décidé où aller. La première racine du malaise présent plonge jusque-là: le Département a été conçu comme une machine à évitement; un tuyau d'échappement.

« On n'a jamais réussi à liquider cet héritage de confusion et de porte-à-faux. Incompétence et irresponsabilité sont les deux bâtards engendrés dès l'origine par madame la confusion et son maquereau, le porte-à-faux. »

Plus loin: « L'irresponsabilité du Département se reconnaît à ceci que, ne s'étant jamais engagé clairement à quoi que ce soit, il se réserve toujours la possibilité de triturer, de revenir en arrière, de se renier, sans qu'on puisse jamais mettre la main sur un vrai responsable. Quand on n'a de compte à rendre qu'à Dieu le père, qui est aux cieus, on prend des libertés avec l'Histoire temporelle. Ce qui est quand même toujours dangereux. Mais une certaine classe, traditionnellement, manque singulièrement d'imagination. »

L'auteur s'exile ensuite en Suisse pendant trois ans.



S'il y a un lieu, dans notre société, où des réflexions originales et novatrices peuvent se développer, c'est bien dans le monde du haut savoir.

l'expérience et les qualités individuelles qui arrivent en premier, fait-il remarquer. Il faut cependant noter que même si le diplôme vient au dernier rang, ceux et celles qui ne sont pas diplômés ne sont paradoxalement même pas considérés.»

Les contestations étudiantes du printemps 2012 auraient révélé un certain malaise touchant le rôle de l'éducation. «Et le comble, c'est que les autorités ont refusé d'ouvrir un débat public autour de cette question, intervient Julien Prud'homme. Cela aurait été plus que nécessaire.» Monseigneur Parent a dû se retourner dans sa tombe.

La question demeure : l'école, c'est pour apprendre ou pour pouvoir travailler? «Il faut trouver un équilibre entre les deux approches, précise Jean Bernatchez. L'université doit être utile. Reste à savoir à quoi et à qui. Je suis de ceux qui pensent qu'elle doit d'abord être utile à la communauté.»

«Jadis, on pouvait dire : "Qui s'instruit s'enrichit." Ce

n'est plus tout à fait le cas, ajoute Mircea Vultur. On affirme que la plupart des diplômés reçoivent de meilleurs salaires que ceux qui n'ont pas de qualifications, mais c'est de moins en moins vrai. Le quart des diplômés universitaires ont un revenu en deçà de 18 000 \$ par année!» Sur quelle voie est donc engagé notre système éducatif? Quel avenir annonce-t-il à la nouvelle génération?

«On comprend qu'offrir des formations sur mesure pour le marché du travail peut être une erreur, poursuit Mircea Vultur. En effet, beaucoup de formations deviennent obsolètes après cinq ans. Les jeunes le savent, ils se sentent en situation de précarité et cela les empêche de se projeter à long terme dans une entreprise.»

Choisissons-nous d'encourager la formation continue pour maintenir le niveau de compétences de tous et de chacun? Ou préférons-nous livrer une éducation assez durable pour que le savoir acquis sur les bancs d'école puisse garder sa valeur toute une vie?

Qu'en diriez-vous, Alphonse-Marie? ■

1964 Grand balayage.

Le système scolaire est entièrement repensé. On avait 741 commissions scolaires, elles sont maintenant regroupées en 55 corporations d'allégeance catholique et 9 d'allégeance protestante. Cette grande opération de restructuration sera terminée un an plus tard. Impacts collatéraux : le transport scolaire se généralise et des écoles secondaires dites «polyvalentes» sont construites.



1965 Un bel avenir.

Septembre, la plus grande rentrée scolaire de l'histoire. Plus de 1,5 million de jeunes Québécois se retrouvent sur les bancs d'école.

1967 Fin des classiques.

Le cours classique est relégué aux oubliettes. On assiste à la naissance du cégep – une formule unique au monde –, qui fait maintenant le pont entre l'enseignement général donné au niveau secondaire et l'université. Pour inciter les élèves à poursuivre leurs études au-delà de la cinquième secondaire, le gouvernement institue un programme de prêts et bourses, tout en étendant la gratuité au niveau collégial. Le succès est rapide. Alors que seulement 22 987 élèves bien comptés fréquentaient les collèges classiques du Québec, en 1961, ils

seront 117 663 inscrits dans un cégep en 1971. Une augmentation de 800%!

1968 Réseau de savoir.

Adoption de la loi créant l'Université du Québec. Elle favorisera l'émergence d'une élite dans les régions. Quatre constituantes entrent en activité en 1970: Montréal (UQAM), Trois-Rivières (UQTR), Chicoutimi (UQAC) et Rimouski (UQAR). Suivront l'Outaouais (UQO) en 1981, et Rouyn-Noranda (UQAT) en 1983. L'Institut national de la recherche scientifique (INRS), créé en 1969, et l'École nationale d'administration publique (ENAP) intègrent aussi ce réseau, tout comme l'École de technologie supérieure (ETS), en 1974. En 1992, ce sera le tour de la Télé-Université (TÉLUQ).

1979 Adaptation scolaire.

«Une éducation de qualité adaptée aux besoins de l'élève.» Les Québécois découvrent une nouvelle réalité et un nouveau vocabulaire. Le document *L'école québécoise, énoncé de politique et plan d'action* propose de mieux intégrer des clientèles dites spéciales, comme les enfants issus de l'immigration et les écoliers qui éprouvent des difficultés d'apprentissage.

1988 La décroissance.

La clientèle scolaire diminue de 21,9%. Le baby-boom est bel et bien terminé. Le Québec ne compte plus

que 1 028 000 élèves. Des écoles doivent fermer, surtout dans les centres urbains.

1999 Le droit à la réussite, c'est pour tout le monde.

Le ministère de l'Éducation adopte un plan d'action afin de favoriser l'adaptation scolaire pour les élèves ayant des difficultés d'apprentissage. Il convie les écoles à organiser leurs services éducatifs en tenant compte des besoins des «tannants», des distraits et des «pas chanceux». Orthopédagogues, orthophonistes, psychologues entrent en scène. Mais faut-il créer des classes spéciales pour accommoder ces élèves ou pas? On se le demande encore.

2010 Un investissement collectif.

Les contribuables – ils sont près de 6,2 millions – versent en moyenne 3 000 \$ par année pour l'éducation. Au total, cela représente 19 milliards de dollars en 2010. C'est 23% du budget du gouvernement du Québec. Cinquante ans plus tôt, cela

représentait 22,8% soit, en dollars de l'époque, 136 millions de dollars.

2010 Un nouveau venu à l'école.

Le Web, ami ou ennemi de l'école? On estime que la presque totalité (98,3%) des jeunes entre 16 et 24 ans sont les plus grands usagers d'Internet au Québec. Une enquête menée en 2009 par le CEFRIQ, le réseau québécois de promotion du numérique, les qualifiait d'utilisateurs extrêmes.

2012 Contestation.

Des centaines de milliers d'étudiants s'opposent à l'augmentation des droits de scolarité que leur impose le gouvernement du Québec. Ils déclenchent une grève – ou un boycottage – de leurs cours et réussissent une mobilisation sans précédent. Quelques mois plus tard, un nouveau gouvernement est élu et annule la mesure annoncée. Mais le financement des cégeps et des universités reste une question entière. ■



PIERRE PERRAULT

UN CHOC CULTUREL

Le phénomène a longtemps été négligé : l'arrivée, dans le monde du haut savoir, de jeunes dont les parents n'ont jamais fréquenté le cégep ou l'université.

Entrevue à double voix avec **Carole Vezeau**, professeure associée, et **Thérèse Bouffard**, professeure du département de psychologie de l'UQAM.

Les travaux portant sur les étudiants de première génération (EPG) trouvent un écho particulier dans le contexte des discussions sur l'avenir de l'enseignement supérieur. Qui sont ces étudiants?

Carole Vezeau : Ils peuvent vivre des difficultés d'adaptation au moment de leur passage du niveau secondaire au niveau collégial, puis du niveau collégial au niveau universitaire.

Thérèse Bouffard : C'est un choc culturel pour eux, une difficulté supplémentaire à surmonter. Car le collège ou l'université sont, à leurs yeux, des pays étranges. Rien, au sujet de ces institutions, n'a pu leur être transmis par la famille.

C.V. Et si leurs parents valorisent tout de même les études supérieures, ils n'ont malheureusement pas toujours les ressources pour soutenir leur enfant. L'institution devrait prendre en compte cette dimension et fournir aux étudiants ce que la famille ne peut pas leur donner.

Somme toute, les EPG réussissent-ils aussi bien que les autres?

T.B. Bien sûr! Tant au cégep qu'à l'université! Ils accordent même davantage d'importance à leur che-

minement scolaire. Ils savent qu'ils ne sont pas là sur leur erre d'aller. Même s'ils s'inquiètent de l'endettement que les études peuvent leur occasionner, ils foncent quand même. Ils savent mieux que les autres ce qu'ils veulent faire après leurs études; ils ont une meilleure idée de leur future carrière. Ils tirent ainsi plus de satisfaction des progrès qu'ils accomplissent et des succès qu'ils obtiennent. Aussi, on a noté qu'ils démontrent plus d'attachement que les autres à l'institution qui les accueille.

C.V. Il n'empêche que le choix de continuer au cégep ou à l'université ne se fait pas spontanément chez eux. L'idée « tu peux réussir sans aller à l'université » est persistante dans leur famille. Cela ne se pose pas dans les foyers où les parents ont fait des études supérieures.

Quelle est l'ampleur du phénomène des EPG?

T.B. Elle est importante : il concerne près de 27 % des étudiants. C'est moins qu'il y a 10 ans quand on en comptait 32 %, mais ça reste massif. Et il faut dire que ce sont principalement les femmes qui constituent la cohorte d'étudiants de première génération. ■

Surtout en région

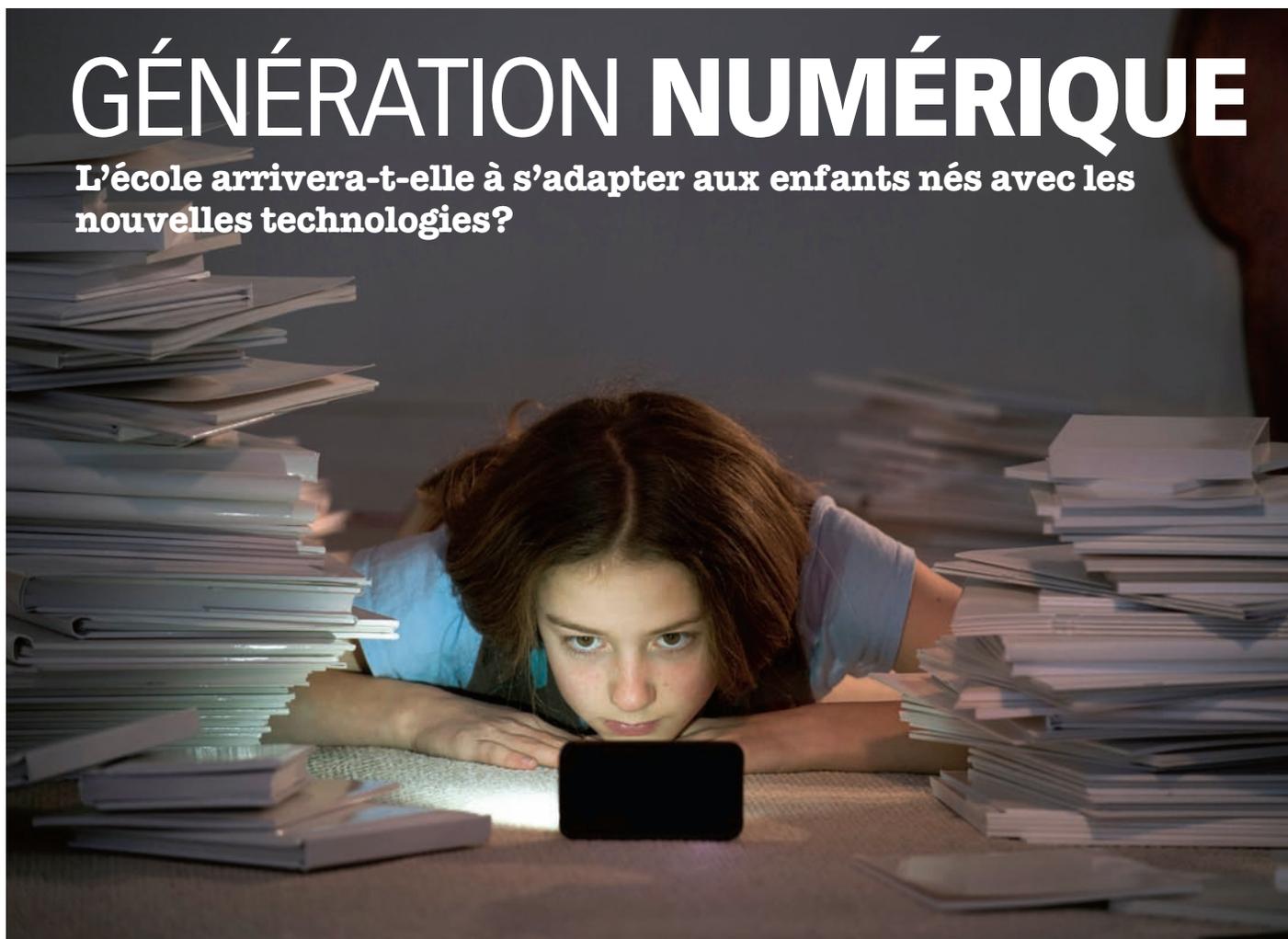
Depuis 1993, le réseau de l'Université du Québec compile les caractéristiques de ses étudiants afin d'en faire le profil. Les plus récentes données, obtenues à l'automne 2011*, ont permis de souligner que 58 % des nouveaux étudiants étaient de première génération universitaire (EPG); ils font figure de pionniers dans leur famille. En région, cette proportion peut aller jusqu'à 67 %. Les EPG proviennent surtout du Nord-du-Québec, de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Centre-du-Québec et du Bas-Saint-Laurent.

C'est le secteur de la santé qui attire surtout ces étudiants (qui sont, en fait, à 87 % des étudiantes). Leurs autres domaines de prédilection sont les sciences de l'administration et les sciences de l'éducation. Ces EPG composent la majorité, soit 67 %, du groupe d'étudiants à temps partiel. Notons que ce sont les institutions du réseau de l'Université du Québec qui enregistrent la proportion la plus marquée d'étudiants de cette catégorie au Québec. D'un établissement à l'autre, cette proportion oscille entre 53 % et 72 %, alors qu'elle n'est que de 46 % dans les autres universités francophones du Québec, et tourne autour de 30 % dans les universités anglophones. Elle est de 44 % pour l'ensemble des universités du reste du Canada.

* Les statistiques obtenues par la Direction de la recherche institutionnelle de l'Université du Québec sont issues de données colligées auprès de 9 500 répondants.

GÉNÉRATION NUMÉRIQUE

L'école arrivera-t-elle à s'adapter aux enfants nés avec les nouvelles technologies?



COLIN HAWKINS/CULTURA/SPL

Les enfants ont changé plus vite que l'école. Le monde de Facebook et de Twitter, des tablettes et des téléphones intelligents ébranle sérieusement les pratiques scolaires. «La tension est évidente dans le monde scolaire, dit **Jonathan Roberge**, professeur-chercheur en culture numérique au Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS. En fait, nos institutions sont encore en mode réactif face au numérique, alors que nous aurions besoin d'une réflexion de fond pour bien définir le rôle de ces technologies en éducation.»

Pourtant, en 1995, le gouvernement du Québec se montrait déjà préoccupé par la question et avait poussé les écoles à entreprendre un virage pour faire une bonne place au numérique. Mais on est toujours dans le virage. De nouveaux outils technologiques ne cessent, encore et encore, d'être proposés. «Après les ordinateurs, ça a été les tableaux blancs interactifs dont on n'a même pas terminé l'installation. Maintenant, ce sont les tablettes, dit **Sonia Lefebvre**, professeure en technologie numérique à l'Université du Québec à Trois-Rivières. À ce rythme, comment pouvons-nous arriver à adapter notre enseignement? C'est déstabilisant. Il nous faut constamment renouveler notre pratique. De quoi

mettre à rude épreuve notre capacité d'adaptation. Mais c'est ça, l'enseignement! On n'a pas le temps d'être blasé.»

On mène actuellement toute une panoplie d'expériences dans diverses écoles du Québec afin d'aider les élèves – et les enseignants – à travailler avec ces nouvelles technologies de l'information joliment appelées TIC. «De nombreuses écoles essaient en effet d'apprivoiser le nouvel environnement technologique. Mais il n'y a pas de mise en commun de ces multiples expériences. C'est bien malheureux», souligne Jonathan Roberge qui est aussi titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les nouveaux environnements numériques et l'intermédiation culturelle.

«Les enseignants ont une assez bonne idée du potentiel des nouvelles technologies, poursuit le chercheur, mais ils ne savent pas toujours comment en assurer le bon usage une fois qu'elles sont entre les mains des enfants. Cela dit, je suis de ceux qui pensent qu'on n'a pas à laisser toute la place à la technologie en classe. C'est à nous de choisir la façon de gérer notre rapport à la technologie.»

Il n'empêche que les écoliers baignent déjà dans un environnement numérique. «Cela ne leur fait pas

peur, fait remarquer Sonia Lefebvre. Ils l'utilisent de façon intuitive et savent recourir aux réseaux sociaux. Nous devons compenser un gros décalage entre la maison et l'école.»

Aurions-nous donc été trop lents avec les TIC? «C'est surtout que les nouvelles technologies imposent un autre rapport au savoir. L'enseignant n'est plus le seul détenteur de la connaissance, reconnaît Sonia Lefebvre. Il doit maintenant accepter de partager son rôle, tout en restant un pédagogue, un guide compétent qui sache orienter ses élèves dans la manipulation de cet outil. L'objectif reste encore la réussite scolaire des enfants. Et je peux vous assurer que l'usage des technologies accroît leur motivation. C'est un excellent vecteur d'apprentissage!»

Pour Jonathan Roberge, la réussite ira toujours de pair avec la motivation : «Si les enfants sont plus performants avec leur ordinateur à la maison qu'à l'école, ils vont s'ennuyer en classe.»

On convient tout de même de ne pas considérer le numérique comme la panacée en matière pédagogique. C'est le fondateur d'Apple lui-même, Steve Jobs, qui le faisait remarquer il y a plus de 10 ans. «On peut installer un site Internet dans chaque classe, affirmait-il. Ce n'est mauvais en rien, sauf si cela nous berce de l'illusion que l'on s'attaque ainsi aux maux de l'éducation.» Et toc pour les TIC! ■

Pour en savoir plus :

Association québécoise des utilisateurs d'ordinateurs au primaire et au secondaire. www.aquops.qc.ca



Un atout

Les technologies numériques menacent-elles l'enseignement traditionnel au collège et à l'université? Le virtuel prendra-t-il la place de la réalité concrète d'une salle de classe? «Un mythe s'était installé, il y a quelques années à l'effet que l'université à distance allait tuer l'enseignement, se rappelle Jonathan Roberge, professeur en technologie numérique à l'INRS. Ça ne s'est évidemment pas produit. Il y a des cours sur Internet, bien sûr, mais pas de désertion des salles de classe! Cela démontre bien que l'adaptation est possible. Mieux, on a compris que l'on pouvait faire des choses qui auraient défié l'entendement, il y a quelques années. Signalons, par exemple, que la recherche universitaire a connu une remarquable augmentation de la productivité grâce à ces technologies, que la diffusion des travaux est incomparablement plus efficace et que les bibliothèques savantes sont plus accessibles que jamais.»

La fin des crayons

Dès la petite enfance, les écoliers préfèrent utiliser le clavier plutôt que d'écrire à la main. Les instituteurs seraient-ils en retard d'une technologie? Cela augure-t-il la fin des crayons en classe?



«Entre le clavier ou le crayon, les écoliers semblent avoir fait leur choix : c'est l'ordinateur, affirme **Nathalie Lavoie**, titulaire de la Chaire de recherche sur la persévérance scolaire et la littératie à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Cela nous force à jeter un regard nouveau sur la façon de leur enseigner l'écriture. Mais le rythme de développement des technologies est tel que les enseignants ont maintenant du mal à les suivre.»

C'est une étude, réalisée l'an dernier dans des classes de maternelle et de première année à Rimouski et à Lévis, qui a indiqué bien clairement le choix que faisaient les enfants dès leur plus jeune âge. «Près de 70% optent en effet pour le clavier. Mais attention, cela ne leur permet pas de mieux réussir leurs

leçons», précise Nathalie Lavoie.

Faut-il donc changer la méthode d'apprentissage de l'écriture? «J'ai cherché, je n'ai pas trouvé d'études démontrant qu'un outil est plus avantageux que l'autre, explique la chercheuse. Il faut dire que la présentation des lettres sur le clavier ne correspond pas à l'ordre alphabétique. Si cela devait changer la façon d'apprendre à écrire, on devra ouvrir un autre débat. Ainsi, faut-il privilégier l'enseignement de l'écriture cursive (lettres attachées) ou de l'écriture scriptée (lettres moulées ou détachées)? Notons que l'écriture scriptée participe mieux à la représentation et à la mémorisation. La reconnaissance des lettres est meilleure. En plus, les caractères reproduits sont semblables à ceux que les enfants découvrent dans les livres. Cela dit, il peut y avoir, pour eux, de la confusion dans la perception de certaines calligraphies où le *b* ressemble au *d*, et le *p* ressemble au *q*.»

Au fil des ans, Nathalie Lavoie a tout de même remarqué que les élèves écrivent de plus en plus. Encore l'effet de l'ordinateur? «J'ai enseigné au primaire pendant les années 1990. C'est étonnant de constater combien le rapport des élèves avec l'écriture a changé. Ils "clavardent", ils "chattent", ils "tweetent". Jamais les jeunes n'ont autant écrit. Cependant, ils ne réussissent pas mieux leurs travaux! Et leur écriture est plutôt phonétique, sans souci de l'orthographe.» «Ojordui» plutôt qu'aujourd'hui? «Eureu» plutôt qu'heureux? À ce rythme, à quoi ressemblera la langue française en 2070?

RENOUVEAU PÉDAGO

Les troubles d'apprentissage ont pris une ampleur sans précédent au Québec. Mais les technologies informatiques pourraient être d'un grand soutien pour les surmonter. Démonstration.

La petite Sarah ne s'est pas gênée pour le dire : « Je suis dyslexique, mais on m'a fait un "profil" et les ordinateurs m'aident. » Comme ils aident Audrey ou Fred. Ces enfants du Collège de l'Horizon, une petite école de 470 élèves de première secondaire située à Trois-Rivières, ne cachent pas leurs difficultés d'apprentissage. « C'est déjà un immense pas de franchi, dit leur enseignante, Nancy Boivin. Et vous savez quoi? Ils vivent des réussites! »

Près de 15% des élèves inscrits dans ce collège présentent des troubles d'apprentissage : dyslexie, dysphasie, dysorthographe, etc. Mais l'école a mis à leur disposition les outils qui peuvent les aider. « Ce n'est pas seulement l'affaire d'une personne ou d'une enseignante; c'est toute l'école qui a dû relever le défi.

Il fallait aussi pouvoir compter sur les parents », rappelle **Dominique Côté**, orthopédagogue formée à l'Université du Québec en Outaouais.

« L'école doit savoir s'adapter à ces enfants », affirme **Nadia Rousseau**, une des grandes spécialistes québécoises des troubles d'apprentissage. Professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), elle a entrepris, avec le Collège de l'Horizon, d'instaurer une démarche d'accompagnement sur mesure pour les élèves comme Sarah. « Un des moments clés de mes recherches a été de constater combien les élèves en difficulté ont du mal à exprimer leur problème, explique Nadia Rousseau. Ils disent : "Je suis pourri, stupide, niaiseux." Ils sont franchement tristes d'être à l'école. Il m'a semblé assez clair que ces élèves doivent retrouver

L'orthopédagogue **Dominique Côté** et l'enseignante **Nancy Boivin** dans une classe du Collège de l'Horizon à Trois-Rivières



PHOTOS : JEAN-FRANÇOIS LEBLANC

GIQUE 2.0

la maîtrise de leur processus d'apprentissage. À partir du moment où on peut leur faire reconnaître leurs problèmes tout en leur redonnant confiance, ils les acceptent mieux. Toutefois, ce cheminement doit reposer sur un lien significatif avec l'enseignant.»

«Les écoles sont en général faites pour ceux qui réussissent, pas nécessairement pour les enfants qui font les plus grands efforts et surtout pas pour ceux et celles qui présentent des troubles d'apprentissage, poursuit Nadia Rousseau. Quand on a toujours des A et des B, on souffre rarement d'un manque de confiance en soi. Mais quand on doit régulièrement affronter des échecs, on est plus vulnérable. On devient ainsi plus sensible aux remarques des enseignants.» Cela donne la mesure de la pente que ces enfants ont à remonter. Et c'est d'autant plus difficile qu'ils ont le souci de performer comme leur demande l'école.

«Il y a des enfants chez qui les troubles ne sont même pas apparents, note Dominique Côté. Ceux-là ont développé des comportements qui arrivent à compenser leurs problèmes. Mais aussi à les cacher. Ils travaillent très fort et peuvent même être premier ou première de classe. Ils développent aussi beaucoup d'anxiété.»

Que faire? En 2009, le Collège de l'Horizon adopte le processus dit de recherche-action, piloté par Nadia Rousseau. «Ça a passablement remué les habitudes, note Nancy Boivin. Ça remettait en question notre travail d'enseignant. Certains d'entre nous n'étaient pas tout à fait à l'aise, au départ. Cependant, pour changer, il faut déranger.»

Dominique Côté explique qu'il faut d'abord admettre que les jeunes n'apprennent pas tous de la même manière. «Il y en a qui sont plutôt visuels, d'autres plutôt auditifs, précise-t-elle. On définit donc pour chacun un profil particulier en fonction de ses difficultés propres.»

Puis on leur adjoint un allié: l'ordinateur. «C'est une technologie d'aide, poursuit l'orthopédagogue. Avec ça, ils ne sont pas stigmatisés. Un élève peut lire 150 mots à la minute; s'il est affecté par la dyslexie, il en lira 50, de peine et de misère. L'ordinateur ne lui enlèvera pas sa dyslexie, mais il compensera sa difficulté d'apprendre à lire ou à écrire et lui permettra, malgré tout, d'avancer dans l'acquisition d'autres compétences. L'enfant aura un sentiment de réussite qu'il ne connaissait pas. En plus, c'est in, un portable!»



Avec un tel encadrement, l'enfant ne se définit plus à partir de ses difficultés. «Il sait qu'il doit composer avec un trouble d'apprentissage. Il le reconnaît. Et il sait aussi qu'il peut apprendre malgré cette difficulté, résume Nancy Boivin. Cela vient dénouer toutes les perceptions négatives qu'il avait de l'école et de lui-même. Il a une façon différente d'apprendre, mais il apprend quand même!»

Nancy Boivin avec un élève: «Les enfants en difficulté ont une façon différente d'apprendre.»

Bien sûr, les enfants en difficulté ont besoin de plus de temps que les autres. C'est ainsi que le cours d'histoire-géographie de Nancy se donne en trois ans plutôt qu'en deux.

Chose certaine, pour la chercheuse Nadia Rousseau, les écoles qui veulent la réussite de leurs élèves doivent leur accorder le temps dont ils ont besoin: «Pour cela, il faut un environnement qui permette la culture de la réflexion. C'est très utile en pédagogie, il me semble.» ■



Nadia Rousseau, spécialiste des troubles d'apprentissage: «À partir du moment où on peut leur faire reconnaître leurs problèmes, tout en leur redonnant confiance, ils les acceptent mieux. Toutefois, ce cheminement doit reposer sur un lien significatif avec l'enseignant.»

LE RETOUR DE L'ÉCOLE DE RANG ?

Les chercheurs voient maintenant des avantages à composer des classes avec des enfants d'âges différents.



SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA HAUTE-YAMASKA

L'école de campagne est-elle en train de redevenir un modèle pour les régions? Peut-être bien! «Nous avons renoué avec l'école multiâge», dit **Christine Couture**, professeure-chercheuse en didactique de la science et de la technologie

à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

Comme jadis, on rassemble des enfants de plusieurs niveaux et de plusieurs âges au sein d'un même groupe scolaire. Avec une différence de taille: un encadrement pédagogique qui ne pouvait exister dans les années 1950. Une école à Godbout, sur la Côte-Nord, a eu récemment à former une classe composée de 10 élèves de niveaux différents – de la première à la sixième année. «Cela représente des avantages administratifs, mais on découvre aussi des avantages pédagogiques semblables à ceux qu'offrent les écoles alternatives», note la chercheuse, qui agit aussi au Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE).

Ces classes ne semblent pas nuire à la réussite scolaire. C'est ce qu'a déjà constaté, en 2006, à l'issue d'une étude conduite dans six commissions scolaires d'Abitibi, du Témiscamingue et de l'Ungava, Jean-François Desbiens, chercheur au CRIFPE.

Il n'empêche: «Les classes multiâges soulèvent des appréhensions chez les parents, reconnaît Christine Couture. Mais après quelques années, nous sommes maintenant convaincus que la formule peut s'appliquer sans poser de problèmes pédagogiques. Elle demande toutefois plus de planification de la part des enseignants, qui doivent aussi intervenir de façon plus individualisée.»

Cette formule ne risque-t-elle pas de défavoriser les élèves les plus doués? Aucune étude ne montre d'effets négatifs sur le rendement des élèves, lit-on dans un rapport de recherche réalisé par une quinzaine d'enseignants du Saguenay-Lac-Saint-Jean sous la direction de Christine Couture. Ces classes seraient même supérieures aux classes à degré unique, en ce qui a trait au développement affectif, parce que leur structure se rapproche de celle de la famille.

«En réalité, quand les plus grands aident les plus jeunes à s'approprier une notion, ils consolident leurs propres apprentissages, continue Christine Couture. Et dans tous les cas, les élèves apprennent entre eux quelque chose qui leur sera toujours précieux: l'entraide.» ■

Pour en savoir plus :

La classe multiâge d'aujourd'hui – Enseigner et apprendre en classes cycle et intercycle, par Christine Couture et Pascale Thériault Anjou, Éditions CEC, 2011.

ENSEIGNER AU-DELÀ DU 52^e PARALLÈLE



Le taux de décrochage scolaire chez les Inuits reste effarant. Le phénomène est commun à l'ensemble des Premières nations. Mais ça n'enlève pas l'importance de l'école dans le Grand Nord. Au contraire.

«Les jeunes Inuits sont beaucoup plus attachés à leur identité qu'on le pense. Ils comprennent que l'éducation est importante. Mais ils n'ont pas suffisamment de modèles. Ils se disent: "Qu'est-ce que l'école peut bien nous apprendre si, au bout du compte, on veut chasser ou travailler à la coopérative du village?"»

Chercheuse à l'École nationale d'administration publique (ENAP), **Tatiana Garakani** a cherché à identifier les facteurs en cause dans le problème d'abandon scolaire chez les Inuits. «Ce qui ressort, c'est que leur conception du succès est beaucoup plus large que la nôtre», dit-elle. Est-ce à dire que notre façon de mesurer la réussite scolaire serait à revoir?

En tant qu'experte de l'Évaluation et la coordination en cas de catastrophe pour les Nations unies (UNDAC), Tatiana Garakani en a pourtant vu bien d'autres en Ouganda, au Cambodge ou en Iran. «Même dans des situations extrêmes, on constate que l'éducation est un service essentiel; et l'école, un véritable environnement social. Il en va de même chez les Inuits.»

Mais cette école est-elle adaptée à leur réalité? La chercheuse reste prudente: «Jusqu'à la troisième année du primaire, les jeunes apprennent dans leur langue maternelle, l'inuktitut. Le problème, c'est après. En effet, il n'y a pas encore assez d'enseignants inuits pour donner tous les cours du programme. Il faut donc faire appel à des *qalluanat*, des enseignants non inuits, qui ne connaissent pas la langue locale et ont parfois bien du mal à s'intégrer à la culture et à l'environnement nordiques.»

Un peu de patience, donc. «En somme, pour favoriser leur réussite scolaire, il faut continuer à aider les Inuits à s'approprier leur éducation, dit Tatiana Garakani. Et ça peut marcher, parce que l'on constate également que les enfants veulent pouvoir élaborer des projets d'avenir. Ils ont des rêves. C'est là un élément clé pour réussir.»